

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

ASSOCIATION LE RAMEAU

Association loi 1901

1, Allée Charles V

94300 VINCENNES

Exercice clos le 31 décembre 2022

Grant Thornton

SAS d'Expertise Comptable et

de Commissariat aux Comptes

au capital de 2 297 184 €

inscrite au tableau de l'Ordre de la région

Paris Ile France et membre

de la Compagnie régionale de Versailles

RCS Nanterre B 632 013 843

29 rue du Pont

92200 Neuilly sur Seine

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

LE RAMEAU

Exercice clos le 31 décembre 2022

Aux membres de l'organe délibérant de l'association Le Rameau,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Le Rameau relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'organe délibérant.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'organe délibérant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;


- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Neuilly-sur-Seine, le 20 juin 2023

Le Commissaire aux Comptes

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'R' followed by 'Jardot' and a long horizontal stroke.

Rudy Jardot
Associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2022			31/12/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	368 182	156 378	211 804	10 000
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	31 964	29 943	2 021	4 704
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières	8 121		8 121	8 121
	TOTAL (I)	408 266	186 321	221 945	22 825
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés				
	Autres créances	60 470		60 470	111 788
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	15 020		15 020	15 020
	DISPONIBILITES	523 464		523 464	469 931
	Charges constatées d'avance	6 834		6 834	3 674
	TOTAL (II)	605 788		605 788	600 413
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		1 014 054	186 321	827 733	623 237

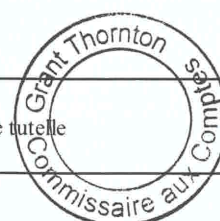
- (1) dont droit au bail
 (2) dont à moins d'un an
 (3) dont à plus d'un an

ENGAGEMENTS RECUS

Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents

Dons en nature restant à vendre

- autorisés par l'organisme de tutelle



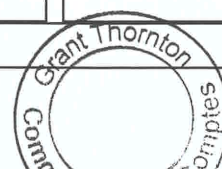
Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2022

31/12/2021

Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise		
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	273 876	260 755
	Résultat de l'exercice	14 992	13 121
	Total des fonds propres	288 868	273 876
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports	8 000	16 000
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	8 000	16 000
	Total des fonds associatifs	296 868	289 876
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés	371 000	123 000
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés	371 000	123 000
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	10 465	14 452
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 958	47 787
	Dettes fiscales et sociales	122 411	147 530
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	31	592
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	159 865	210 361
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		827 733	623 237
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		14 991,87	13 121,09
(1) Dont à moins d'un an		153 412	199 899
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			



Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2022

31/12/2021

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	15 120	
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	190 333	163 000
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	25 400	45 400
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	650 000	680 000
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		3 098
	Utilisations des fonds dédiés	123 000	436 000
	Autres produits	212 011	19
	Total des produits d'exploitation	1 215 864	1 327 517
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	226 964	488 460
	Aides financières	162 000	145 800
	Impôts, taxes et versements assimilés	13 261	20 622
	Salaires et traitements	296 772	339 695
	Charges sociales	119 375	138 959
	Dotation aux amortissements et dépréciations	12 879	58 475
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	371 000	123 000
	Autres charges	18	4
	Total des charges d'exploitation	1 202 270	1 315 015
	RESULTAT D'EXPLOITATION	13 594	12 502



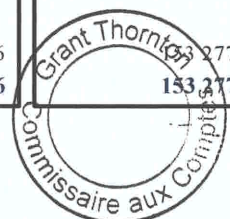
Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2022

31/12/2021

RESULTAT D'EXPLOITATION		13 594	12 502
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 471	333
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		1 471	333
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	73	114
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		73	114
RESULTAT FINANCIER		1 398	219
RESULTAT COURANT avant impôts		14 992	12 721
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		400
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels			400
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles			
RESULTAT EXCEPTIONNEL			400
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 217 335	1 328 250
TOTAL DES CHARGES		1 202 344	1 315 129
EXCEDENT ou DEFICIT		14 992	13 121
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		145 826	153 277
TOTAL		145 826	153 277
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		145 826	153 277
TOTAL		145 826	153 277



Etat exprimé en euros

PREAMBULE

Le RAMEAU est un **laboratoire de recherche empirique sur les alliances innovantes au service du bien commun**. Depuis 2006, il observe et expérimente de nouveaux modèles de coopération pour inventer collectivement des réponses adaptées à l'ampleur de nos défis collectifs.

Les missions du RAMEAU

- **Eclairer le mouvement de co-construction émergent** : qualifier les enjeux et analyser la pertinence des pratiques partenariales pour chacun des acteurs de l'écosystème,
- **Outiller les organisations et les territoires** : rendre accessible les outils et méthodes pour s'informer, se former et agir efficacement, selon la maturité de chacun,
- **Valoriser l'action des pionniers et co-construire avec les institutions les dispositifs nécessaires à l'écosystème** : accélérer le mouvement de co-construction du bien commun.

Le RAMEAU s'appuie essentiellement sur des moyens humains pour mener à bien ses missions.

L'exercice social clos le 31/12/2022 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2021 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 827 733 €.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 14 991,87 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 23/05/2023 par les dirigeants.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice ont ainsi été arrêtés, conformément aux dispositions du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif au plan comptable des personnes morales de droit privé à but non lucratif, complété par le règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général pour les dispositions non couvertes par le précédent règlement. »

Le nouveau règlement s'applique à partir de l'exercice ouvert le 1er janvier 2020. La première application du règlement ANC 2018-06 a constitué pour l'Association le RAMEAU en un changement de méthode comptable (comptabilisation des contributions volontaires en nature) et en un reclassement de compte conformément aux dispositions de ce nouveau règlement.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :



Etat exprimé en euros

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels des associations.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'application des dispositions du Plan Comptable Général conduit, entre autres, à enregistrer les créances lorsqu'elles sont acquises, les dettes, lorsqu'elles sont certaines, sans tenir compte de leur traduction effective au niveau de la trésorerie. Il en résulte donc un décalage entre la trésorerie et le résultat qui trouve sa contrepartie dans les comptes de créances et de dettes de bilan.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont valorisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors droit de mutation, frais d'actes, honoraires ou commissions).

Les amortissements sont calculés sur le mode linéaire selon la durée réelle d'utilisation attendue, de 3 à 5 ans.

Les immobilisations non amortissables sont provisionnées, le cas échéant, pour tenir compte de la valeur probable de réalisation.

Autres créances

Les créances sont enregistrées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

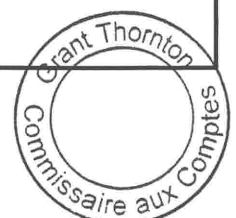
Disponibilités et comptes rattachés

Les disponibilités sont principalement constituées par des comptes bancaires et, le cas échéant des valeurs mobilières de placement. Lorsque les comptes bancaires présentent un solde créditeur, ils sont présentés au passif du bilan à la rubrique "emprunts et dettes auprès des établissements de crédit".

Les disponibilités sont évaluées à la valeur nominale, éventuellement ajustée pour tenir compte des pertes latentes.

Provisions pour risques et charges

Les risques liés à des litiges connus au moment de l'établissement des comptes dont la survenance a été estimée probable et dont les risques sont quantifiables font l'objet de provisions.



Etat exprimé en euros

Dettes

Les dettes sont évaluées à la valeur nominale.

Engagements de retraite : informations sur la comptabilisation ou non au passif de cet engagement, et sur son externalisation auprès d'un organisme d'assurance.

Les engagements de retraite ont été évalués selon la méthode prospective en prenant comme hypothèse que les salariés partent à la retraite à 62 ans, avec un taux d'actualisation de 3,77% et un taux de charges patronales et de taxe sur les salaires de 44,60 %.

Le montant du passif social au 31 décembre 2022 est estimé à 46 357 €.

AUTRES INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

POINTS SPECIFIQUES DU FAIT D'EVENEMENTS PARTICULIERS ET/OU DU CARACTERE SIGNIFICATIF

Statut fiscal de l'association

Le RAMEAU est une association de loi 1901 assurant des missions d'intérêt général. Les comptes présentés ont été établis en tenant compte du caractère non lucratif des activités.

S'agissant d'un modèle atypique, l'administration fiscale s'était interrogée en 2008/2009 sur le caractère non lucratif des opérations, les discussions n'ayant pas conduit à une prise de position formelle de l'administration quant au caractère non lucratif des activités. Au regard de l'étendue des informations apportées aux différents interlocuteurs rencontrés, il a été estimé que le RAMEAU bénéficie d'une tolérance en vue de mener à bien ses expérimentations.

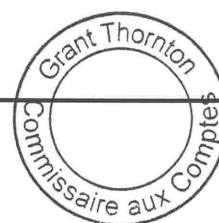
Dans le cas contraire, l'impact fiscal sur les comptes serait significatif.

Nature et reconnaissance des revenus

Revenus de mécénat (rubrique comptable "Mécénat")

Les revenus de mécénat, quelle que soit leur nature, sont enregistrés en résultat pour leur totalité dès la confirmation de l'accord du partenaire financeur. En revanche, les simples lettres d'intention ne font pas l'objet d'un enregistrement.

Les conventions produisant leurs effets sur plusieurs exercices sont enregistrées immédiatement et pour leur totalité en revenus durant l'exercice de leur octroi. Les conventions conclues au travers d'accords-cadres pluriannuels sont quant à elles reconnues en revenus à hauteur de la quote-part affectée à chaque année.



Etat exprimé en euros

Immobilisations incorporelles

A la demande du Trésorier du RAMEAU fin 2018, une analyse du modèle de comptabilisation de nos investissements a été réalisée. En effet, depuis la création du RAMEAU, dans une logique de gestion ultra-prudentielle de l'association, tous les coûts liés à nos travaux de capitalisation, modélisation et publication de nos résultats de recherche sont affectés l'année de leur dépense. Cette situation a pour conséquence d'avoir une rigueur de gestion du compte de résultat autour d'une exigence de frugalité. Elle est très saine en ce sens qu'elle permet d'assurer les imprévus et de consolider régulièrement nos fonds propres. Cependant, elle ne représente que partiellement la réalité de notre activité car aucun actif incorporel n'est au bilan, ce qui est la réalité opérationnelle d'un laboratoire de recherche empirique, et particulièrement pour Le RAMEAU.

Fort de ce constat, une recherche a été effectuée pour permettre l'immobilisation incorporelle de la partie de nos réalisations qui a une « durée de vie » pluriannuelle, et sont à la racine de programmes d'appropriation post publication qui en font la valeur réelle pour l'écosystème. 3 programmes en 2019 étaient particulièrement adaptés à ce cas de figure : le programme quinquennal IMPACT de l'Observatoire des partenariats 2019-2022, le lancement de la plateforme « l'innovation territoriale en actions ! » dont le bêta test en 2019 avait pour vocation de co-construire avec les territoires une plateforme pédagogique qui réponde à leurs besoins et puisse ensuite être largement diffusée autour d'une animation régulière, et les référentiels « modèles socio-économiques d'intérêt général » & « évaluation partenariale en pratique » qui viennent clore une décennie de recherche afin de mettre les résultats à disposition des organisations et des territoires et de co-construire avec les réseaux de référence les modes d'appropriation adaptés.

La valorisation a été effectuée de manière très prudentielle, et a permis de définir un montant d'investissement pouvant objectivement faire l'objet d'une immobilisation incorporelle avec un amortissement sur 3 ans. Cette temporalité, outre sa réalité opérationnelle, est aussi en cohérence avec le Projet stratégique « Co-construisons 2022 ».

En 2022, Le RAMEAU a co-investi aux côtés de la Fondation TotalEnergies 424 k€ dans le co-pilotage du Fonds ODD 17 dont 50% sont déjà comptabilisés dans les comptes 2022 soit 212 k€.

Cette évaluation de l'investissement a été réalisée avec notre partenaire tel que validée par le comité de pilotage 7 du 27 septembre 2022.

Les immobilisations sont constituées ainsi :

Sur la phase expérimentation

Contribution Le RAMEAU au Fonds ODD 17 : 241 k€

- Participation au pilotage : 27 k€
- Prise en charge des surcoûts : 94 k€
- Affectation dotation R&D CDC : 120 k€



Etat exprimé en euros

Sur la phase post expérimentation

Contribution Le RAMEAU : 183 k€

- Programmes applicatifs 2022 : 150 k€ (120 k€ sur Chef de projet innovation territoriale, 15 k€ étude impact-citoyens, 10 k€ cycle MSE et 5 k€ GT "E&T")
- Programme de valorisation 2022 : 33 k€
 - Reportage presse (Le Point & Forbes) : 15 k€
 - Attachée de presse (RUP) : 6 k€
 - Réalisation des "Jeudis de l'ODD17" (informatique hebdomadaire) : 7 k€
 - Réalisation des outils ODD 17 (Parcours et kit pratique "l'ODD 17 en pratiques!") : 5 k€

Le RAMEAU souhaite amortir la charge restante sur 3 ans soit : 70 666 € en 2023, 2024 et 2025.

Fonds dédiés

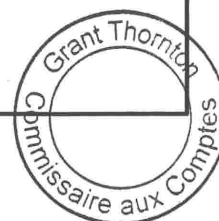
La partie des ressources affectées par les tiers financeurs à des projets définis et qui n'ont pu encore être utilisées à la clôture d'un exercice conformément à l'engagement pris à l'égard de ces tiers sont enregistrées à la rubrique "fonds dédiés".

Les dotations et reprises aux fonds dédiés sont évaluées en fonction du degré d'avancement évalué du projet objet du financement.

L'approche expérimentale des opérations et la gestion désintéressée qui caractérise Le RAMEAU conduisent l'association à prendre des engagements auprès de tiers financeurs sans corrélation directe entre le montant des financements versés et l'intensité des moyens à mettre en œuvre. Notamment, l'association se réserve la possibilité d'intervenir au-delà des engagements initialement convenus en finançant les opérations sur fonds propres.

Il en résulte que l'appréciation de l'avancement des projets et l'évaluation des fonds dédiés, outre des critères objectifs tirés des feuilles de temps, de jalons techniques... nécessite la prise en compte dans des proportions significatives d'éléments subjectifs et d'estimations quant au montant des ressources restant à engager en date de clôture pour achever les opérations convenues avec les mécènes.

Ces évaluations sont réalisées par une commission ad hoc sous la supervision du Conseil d'Administration de l'association.



Etat exprimé en euros

Dans ce contexte, la provision pour fonds dédiés a été évaluée comme suit :

Partenaires	Objet	Contribution	Avancement	FONDS DEDIES 2022 (€)
RTE	Expérimentation de « catalyse territoriale » collective	20 000 €	25%	15 000 €
TOTAL	Etude faisabilité IAS	50 000€	30%	35 000€
TOTAL	Fonds d'investissement Fonds ODD 17	150 000€	0%	150 000€
TOTAL*	Fonds ODD 17	450 000€	62%	171 000 €
TOTAL		670 000 €		371 000 €

Les financements affectés aux activités générales du RAMEAU, présentant un caractère continu, ne donnent pas lieu à la constatation de provisions pour fonds dédiés.

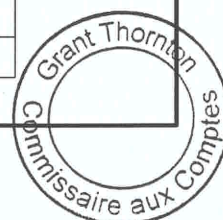
Classification des dotations et reprises aux fonds dédiés

Par dérogation aux règles de principe visant à classer les mouvements sur les fonds dédiés en pied de compte de résultat, Le RAMEAU a historiquement opté pour leur intégration en résultat d'exploitation dans la mesure où ces mouvements affectent une grande majorité de l'activité courante de l'association.

Ventilation des ressources

Les ressources de l'exercice en contributions financières et les subventions allouées aux actions du Rameau se ventilent comme suit :

Ventilation des subventions et du mécénat	Rattachées à N	Fds dédiés N	Fds dédiés N-1	Total
Intérêt général du RAMEAU & programmes d'accompagnement, programmes de recherche	650 000	- 356 000	123 000	417 000
Subventions	185 000	0	0	185 000
Autres libéralités	25 400	- 15 000	0	10 400
Total	860 400	- 371 000	123 000	612 400



Etat exprimé en euros

Autres créances

Les autres créances sont composées à hauteur de 60 000 € de produits à recevoir de la part des tiers financeurs (mécènes, partenaires, subventions publiques...)

Fonds associatif avec droit de reprise

En 2019, France Active a fait un apport avec droit de reprise à l'Association d'un montant de 20 000 € destiné à renforcer les fonds propres de l'Association. Cet apport est destiné exclusivement à financer les immobilisations corporelles liées au développement de l'Association, ainsi que ses besoins en fonds de roulement.

L'apport avec droit de reprise effectué a été consenti à l'Association pour une durée de 60 mois et n'est assorti d'aucun intérêt. L'apport est remboursé annuellement d'un montant de 4 000 €. Le solde de l'apport au 31.12.2022 est de 8 000 €.

Par ailleurs, Val de Marne Active (réseau France Active) s'est portée caution de 50% d'un emprunt bancaire de 20 000 € souscrit en 2019 auprès d'un établissement de crédit et dont le solde en date de clôture est de 10 462 €.

Autres engagements

- Une garantie bancaire à première demande de 15 k€ a été émise au profit d'un tiers. Cet engagement est contre garanti par le nantissement de liquidités à due concurrence.

- Par acte en date du 16 décembre 2016, Le RAMEAU s'est engagé unilatéralement à apporter 60k€ à la Fondation pour la Co-Construction du Bien Commun lorsque celle-ci sera définitivement créée.

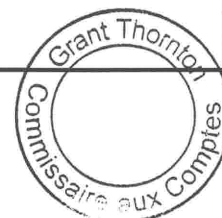
- Autres valorisations et contributions volontaires en nature**1- Contribution en nature des membres bénévoles :**

La contribution en nature des membres bénévoles ayant contribué aux travaux du RAMEAU en 2022 est évaluée à 30 415 €, montant calculé par personne à partir du salaire de référence (normatif le cas échéant) de la fonction assurée.

2- Implication des partenaires sur les projets communs :

La valorisation de l'implication des partenaires aux travaux de recherche du RAMEAU sur les projets communs en 2022 se structure autour de 2 programmes :

2.1 : Observatoire national des partenariats : La Direction Scientifique des études est assurée bénévolement par Anne ROBIN, Directrice générale de COMISIS. Sa contribution en 2022 a été essentielle sur l'ensemble du programme IMPACT d'études sur les impacts de la co-construction en territoires et s'évalue à 100 000 €, montant calculé à partir du coût journalier.



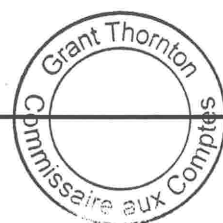
Etat exprimé en euros

2.2 : Expérimentations territoriales : Terre d'Avance et Ana Bell Group ont appuyé Le RAMEAU dans une démarche expérimentale dans le Massif Central.

- Rémunération de la direction générale

En application des dispositions prises en assemblée générale ordinaire du 25 juin 2008, la rémunération brute annuelle du directeur général est fixée à 3 fois le plafond annuel de la Sécurité Sociale.

L'ensemble des questions relatives à son poste (nomination, rémunération, révocation et démission) relève de la responsabilité de l'assemblée générale ordinaire.



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2022
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Autres	156 182		212 000		368 182
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	156 182		212 000		368 182

CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre					
	sur sol d'autrui					
	instal. agencet aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels					
	Instal., agencement, aménagement divers	2 673				2 673
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	37 256			7 966	29 291
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations grévées de droits					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	39 930			7 966	31 964

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	8 121				8 121
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 121				8 121

TOTAL	204 232		212 000		7 966	408 266
--------------	----------------	--	----------------	--	--------------	----------------



Amortissements

Etat exprimé en euros

Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2022
	Dotations	Diminutions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	146 182	10 196		156 378
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	146 182	10 196		156 378

CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	2 272	267		2 539
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	32 954	2 416	7 966	27 404
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	35 226	2 683	7 966	29 943

TOTAL	181 408	12 879	7 966	186 321
--------------	----------------	---------------	--------------	----------------



Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2022	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	8 121		8 121
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	60 470	60 470	
	Charges constatées d'avance	6 834	6 834	
TOTAL DES CREANCES		75 424	67 303	8 121
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

31/12/2022	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
------------	--------------	-----------	---------------

DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	10 465	4 013	6 452	
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	26 958	26 958		
	Personnel et comptes rattachés	44 205	44 205		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	64 272	64 272		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	13 933	13 933		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	31	31		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		159 865	153 412	6 452	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		3 986			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



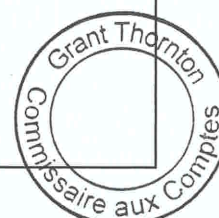
Charges à payer (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2022	31/12/2021	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3	5	(1)	-27,59
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 181	28 827	(21 646)	-75,09
Dettes fiscales et sociales	69 693	76 666	(6 972)	-9,09
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes				
TOTAL	76 878	105 497	(28 619)	-27,13



Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2022
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION				6 834
AMET	01/01/2023 31/12/2023	672		
LIVESTORM WEBINAR	27/07/2022 15/07/2023	986		
GRENKE LOCATION	01/01/2023 31/03/2023	2 719		
SURVEY MONKEY	21/02/2022 20/02/2023	60		
MAAF	01/01/2023 31/12/2023	715		
DALLOZ	01/01/2023 31/12/2023	221		
FONDA	18/11/2022 18/11/2023	18		
INDIGO	01/01/2023 31/12/2023	1 260		
STREAM YARD	26/12/2022 26/01/2023	19		
IONOS	15/12/2022 21/01/2023	164		
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				6 834



Effectif moyen

	31/12/2022	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures	5	
	Professions intermédiaires		
	Employés		
	Ouvriers		
	TOTAL	5	



Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros

	GRANT THORNTON							
	31/12/2022	31/12/2021	%	%	31/12/2022	31/12/2021	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur GRANT THORNTON	5 665	5 188	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur GRANT THORNTON								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	5 665	5 188	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	5 665	5 188	100,00	100,00				

